

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/BRA/11

23 février 2004

(04-0746)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions des ÉTATS-UNIS concernant les nouvelles notifications complètes du BRÉSIL¹

La communication ci-après, datée du 19 février 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

I. Questions générales

1. Le Brésil pourrait-il préciser si les programmes suivants continuent d'exister:

- Programme d'amélioration et de gestion des pâturages (PROPASTO)
- SOLO/WAREHOUSE
- MODERFROTA
- Association brésilienne des industries exportatrices de viande (ABIEC)?

Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi ces programmes ne sont pas soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). S'ils sont soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

2. Nous croyons comprendre que la Banque nationale de développement économique et social du Brésil (BNDES) accorde un financement à l'exportation pour soutenir la production et la commercialisation des produits dans le cadre du programme BNDES-ExIm et que ce programme prévoit trois types de financement: un financement avant expédition, un financement spécial avant expédition et un financement après expédition. Il semble s'agir d'un programme spécifique car le droit de bénéficier du financement est subordonné aux résultats à l'exportation. Ce programme semble également conférer un avantage dans la mesure où les taux d'intérêt des prêts consentis sont inférieurs à ceux des prêts commerciaux comparables.

- Pourriez-vous nous dire si la description ci-dessus du programme ExIm de la BNDES est exacte?
- Veuillez expliquer pourquoi ce programme n'est pas soumis à l'obligation de notification au titre l'article 25 de l'Accord SMC. S'il est soumis à cette obligation, veuillez fournir les renseignements requis conformément à l'article 25.

¹ G/SCM/N/71/BRA-G/SCM/N/95/BRA.

3. En ce qui concerne le programme FINAME, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. Il est administré par la BNDES et des banques mandataires dans l'ensemble du Brésil; il a été établi en 1966 par le Décret n° 59.170 du 2 septembre 1966 et le Décret-loi n° 45 du 18 novembre 1966. Les prêts consentis dans le cadre du programme servent à financer l'acquisition ou la location de nouvelles machines et de nouveau matériel par les entreprises établies au Brésil. Bien que ce financement soit disponible à la fois pour les machines fabriquées au Brésil et pour les machines d'origine étrangère, il est généralement accordé pour les machines et le matériel nouveaux fabriqués au Brésil et il ne peut être obtenu pour des machines étrangères que si l'on ne peut pas se procurer des machines de fabrication nationale.

Veuillez expliquer pourquoi le programme FINAME n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Veuillez également donner des renseignements sur les points suivants:

- Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme FINAME est exacte.
- Veuillez préciser les conditions que les entreprises doivent remplir pour bénéficier d'une aide dans le cadre de l'"ancien" programme FINAME (avant 1997) et du "nouveau" (depuis 1997). Veuillez notamment indiquer les différences éventuelles entre les critères d'admissibilité prévus dans chacun des deux programmes.
- Le gouvernement brésilien a-t-il accordé de nouveaux prêts à des entreprises dans le cadre de l'ancien programme FINAME depuis le 1^{er} janvier 2000?
- Il semble que le financement accordé dans le cadre de l'ancien programme FINAME peut constituer une subvention au remplacement des importations, qui est prohibée en vertu de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Si ce programme a été supprimé, veuillez citer les lois ou les réglementations pertinentes.

4. En ce qui concerne le programme BNDESPAR, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. La BNDES a établi ce programme en 1992 pour développer et promouvoir les marchés financiers brésiliens et pour encourager la vente à des investisseurs extérieurs des actifs financiers que la BNDES détient, sous forme d'obligations et d'actions convertibles (y compris les "monnaies de privatisation"), dans des entreprises publiques dans le cadre du Programme national de privatisation (PNP). Dans le cadre du PNP, la BNDES a autorisé les agents financiers à acquérir et à revendre ces monnaies de privatisation entre eux ou à leurs clients, par versements échelonnés, au moyen des facilités de financement individuelles ou collectives qu'elle fournit. Les cinq principaux bénéficiaires des prêts approuvés (qui comprennent l'industrie sidérurgique) représentent plus de 80 pour cent des prêts consentis en 1995 dans le cadre du programme BNDESPAR. Ce programme semble être spécifique car il est limité à un groupe d'entreprises ou de branches de production et il confère un avantage dans la mesure où les taux d'intérêt des prêts consentis sont inférieurs à ceux des prêts commerciaux comparables.

- Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme BNDESPAR est exacte.
- Veuillez expliquer pourquoi ce programme n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Si le programme est soumis à l'obligation de notification, veuillez fournir tous les renseignements pertinents requis conformément à l'article 25.

5. En ce qui concerne le programme Pro-Industria, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. Le programme prévoit un report d'impôt; il est administré par la Banque de développement du Minas Gerais (BDMG); il a été créé par le gouvernement de l'État du Minas Gerais dans un double but: 1) augmenter la taxe sur les opérations relatives à la circulation des marchandises et sur les services de

transport inter-États et interurbain et de communication (ICMS), qui est une taxe sur la valeur ajoutée; et 2) encourager toutes les branches de production de l'État du Minas Gerais à agrandir leurs installations de production. Les renseignements dont on dispose montrent que les industries automobile et sidérurgique ont bénéficié d'une part disproportionnée des reports d'impôt accordés dans le cadre de ce programme (les reports d'impôt dont elles ont bénéficié ensemble entre 1997 et 2000 représentent plus de 60 pour cent du total des reports d'impôt accordés). Ce programme semble être limité à un groupe de branches de production et il constitue une contribution financière car les pouvoirs publics ne perçoivent pas les recettes fiscales normalement exigibles. Comme le programme Pro-Industria accorde un report d'impôt d'un an, un avantage est conféré dans la mesure où les intérêts appropriés ne sont pas recouverts.

- Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme Pro-Industria est exacte.
- Veuillez expliquer pourquoi ce programme n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Si le programme est soumis à l'obligation de notification, veuillez fournir tous les renseignements pertinents requis conformément à l'article 25.

6. En ce qui concerne le Programme de financement des exportations, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. Le programme PROEX, qui succède au FINEX, est administré par la Banque du Brésil. Le financement prévu dans le cadre de ce programme est offert uniquement aux entreprises brésiliennes exportatrices. Les fonds sont alloués par le biais: 1) du mécanisme de financement au titre du PROEX, qui assure le financement direct des exportations des entreprises, et 2) du mécanisme de péréquation au titre du PROEX, qui rembourse aux exportateurs brésiliens une partie des frais d'intérêt. Dans le cadre du mécanisme de péréquation, les exportateurs escomptent leurs créances auprès d'un prêteur privé. Une fois que la banque privée a recouvré les sommes dues par le client, le gouvernement brésilien verse à celle-ci la différence entre les frais de financement acquittés par l'exportateur et ceux qui auraient été perçus sur la base des taux d'intérêt internationaux en vigueur à ce moment-là. La banque privée transfère ensuite ce montant à l'entreprise brésilienne concernée. Ainsi, la Banque du Brésil rembourse en fait à l'exportateur une partie des frais de financement effectivement engagés de sorte que les coûts financiers nets supportés par l'entreprise brésilienne correspondent aux frais financiers sur le marché international.

- Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme PROEX est exacte.
- Dans le cadre du règlement d'un différend soumis à l'OMC, il a été déterminé que le programme PROEX constituait une subvention à l'exportation au sens de l'article 3 de l'Accord SMC. Veuillez indiquer précisément les dispositions qui ont été révisées et la façon dont elles ont été modifiées pour mettre en œuvre la conclusion de l'OMC dans l'affaire concernant le mécanisme de financement des exportations du Brésil.

7. En ce qui concerne le crédit d'impôt présumé au titre des taxes PIS et COFINS (Programme d'intégration sociale et Contribution au financement de la sécurité sociale) perçues sur les intrants utilisés dans la production de produits exportés, les États-Unis croient comprendre ce qui suit. En vertu de la Loi n° 9363, le gouvernement brésilien a mis en place en 1996 créé le programme de crédit d'impôt au titre des taxes PIS et COFINS, accordant un abattement des contributions PIS et COFINS perçues à l'achat de matières premières, de produits intermédiaires et de matériaux d'emballage utilisés dans la production de produits exportés. Ce crédit d'impôt "présumé" a été institué afin d'éviter l'effet en cascade des taxes perçues à chaque stade du processus de production. Une entreprise calcule mensuellement le crédit d'impôt auquel elle a droit pour les taxes PIS et COFINS, en utilisant une formule type définie dans la Loi n° 9363, puis elle déduit le montant du crédit de la taxe sur les produits industriels qu'elle doit acquitter. La seule limitation imposée aux entreprises est qu'une réduction ne peut être demandée que pour les intrants indiqués dans la loi régissant

l'abattement des taxes PIS et COFINS. Les entreprises déclarent leurs achats d'intrants en partant du principe que toutes les marchandises achetées sont consommées également dans la production de produits exportés et de produits vendus sur le marché intérieur. Puisque les abattements sont calculés sur la base des recettes d'exportation d'une entreprise, c'est-à-dire que seuls les exportateurs peuvent en bénéficier, ce programme semble également être spécifique. En outre, le crédit accordé dans le cadre du programme pourrait être considéré comme excessif car il semble ne pas être lié à l'incidence fiscale réelle des taxes PIS et COFINS perçues sur les intrants consommés dans la production de marchandises exportées.

- Veuillez nous dire si la description ci-dessus du programme de crédit d'impôt au titre des taxes PIS et COFINS est exacte.
- Veuillez expliquer pourquoi ce programme n'a pas été notifié au titre de l'article 25 de l'Accord SMC. Si le programme est soumis à l'obligation de notification, veuillez fournir tous les renseignements pertinents requis conformément à l'article 25.
- Puisque les abattements prévus dans le cadre du programme sont subordonnés aux recettes d'exportation et semblent être excessifs, ce programme pourrait être considéré comme une subvention à l'exportation prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC. Veuillez expliquer pourquoi il ne serait pas considéré comme une subvention à l'exportation au sens de l'article 3 de l'Accord SMC.

II. Programme de développement des technologies industrielles (PDTI) et Programme de développement des technologies agricoles et de la zootechnie (PDTA)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre des programmes PDTI et PDTA ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

III. Surintendance pour le développement de l'Amazonie (SUDAM) et Surintendance pour le développement du Nord-Est (SUDENE)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre des programmes SUDAM et SUDENE ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

IV. Fonds d'investissement de l'Amazonie (FINAM) et Fonds d'investissement du Nord-Est (FINOR)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre des programmes FINAM et FINOR ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

2. Veuillez aussi préciser les critères qui sont appliqués pour déterminer si un projet présente un "intérêt pour la région".

V. Fonds constitutionnels pour le financement des régions du Nord-Est, du Nord et du Centre-Ouest (FNE/FNO/FCO)

1. Veuillez indiquer les branches de production qui bénéficient d'une aide dans le cadre du programme FNE/FNO/FCO ainsi que les autres conditions à remplir pour recevoir cette aide, hormis celles qui sont énoncées dans le présent document.

VI. Programmes supprimés

1. S'agissant du BEFIEX (Programmes d'exportation spéciaux) et du programme d'allégement de la taxe sur les produits industriels, veuillez donner des renseignements complets sur la suppression de ces programmes et citer les lois ou réglementations pertinentes.
2. En ce qui concerne le programme d'allégement de la taxe sur les produits industriels, veuillez confirmer qu'aucune entreprise sidérurgique n'a bénéficié d'un allégement fiscal au titre de ce programme depuis sa suppression en 1996. Veuillez également confirmer que les exonérations fiscales accordées en vertu de la Loi n° 2894 et de la Loi n° 7554/86 ont également été supprimées.

VII. Incitations offertes aux branches de production stratégiques

Nous avons appris que le gouvernement brésilien avait l'intention d'introduire des incitations et des subventions à l'exportation. Selon les informations disponibles, les nouvelles incitations s'adresseraient à des branches de production dans lesquelles la demande mondiale augmente de 10 pour cent par an ainsi qu'à des secteurs où la croissance est plus lente mais qui sont stratégiques pour le Brésil, comme ceux de l'acier et du soja. Veuillez décrire cette proposition/ce programme, et donner des renseignements sur son statut actuel, et veuillez expliquer pourquoi cette mesure ne serait pas considérée comme une subvention à l'exportation au sens de l'article 3 de l'Accord SMC.
